



utt
UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE
TROYES

MEMBER OF



CCAP

Appel d'offres ouvert n°2025-06

Université de Technologie de Troyes
12 rue Marie Curie
CS 42060
10004 TROYES cedex

Cahier des Clauses Administratives Particulières

OBJET DU MARCHE :

**EVOLUTION DE LA PLATEFORME INTERCONNECTEE FACTORIES OF FUTURE
CHAMPAGNE ARDENNES (FFCA)**



Financé par
l'Union européenne

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 - Définition des parties	3
1.2 - Procédure de passation	3
1.3 – Définition du besoin	3
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 3 - PRIX.....	4
3.1 – Caractéristiques et modes de variation des prix	4
3.2 - Contenu des prix.....	4
3.3 – Prix de règlement	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION	4
4.1 - Modalités de commande, adresse de livraison	4
4.2 – Délai de livraison.....	4
4.3 - Conditions de livraison	5
4.3 - Maintenance.....	6
ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATION-ADMISSION	6
ARTICLE 6 - GARANTIE.....	6
ARTICLE 7 – CATALOGUE ELECTRONIQUE.....	6
ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES	6
8.1 – Avance forfaitaire, retenue de garantie, acomptes	7
8.2 - Facturation	7
8.3 – Paiement.....	7
ARTICLE 9 : PENALITES DE RETARD.....	8
ARTICLE 10 : DROIT ET LANGUE	8
ARTICLE 11 - RESILIATION DU MARCHE	9
ARTICLE 12 – DEROGATION AU CCAG	9

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Définition des parties

- Pouvoir adjudicateur :

Université de Technologie de Troyes (UTT)
12 rue Marie Curie
CS 42060
10004 TROYES Cedex

- Comptable assignataire des paiements :

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'Université de Technologie de Troyes.

- Personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du présent Cahier des charges :

Le directeur de l'UTT ou ses délégataires.

- Titulaire :

Le titulaire est le fournisseur retenu aux termes du présent appel d'offres.

1.2 - Procédure de passation

Le présent appel d'offre est ouvert. Il s'agit d'un marché ordinaire. Il comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle

Il est soumis aux dispositions des articles L & R.2124-2 1° et R2113-4 à R2113-6 du Code de la Commande Publique.

1.3 – Définition du besoin

Le présent marché a pour objet l'évolution de la plateforme interconnectée Factories of Future Champagne Ardennes. Pour cette évolution, l'UTT souhaite étendre la plateforme en place en y intégrant de nouvelles technologies, de nouveaux équipements et nouvelles fonctionnalités.

Les besoins précis sont présentés dans le CCTP.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ainsi que ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021;
- L'offre technique et financière du titulaire

Les obligations contractuelles définies supra expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

Les contractants déclarent parfaitement connaître le CCAG/FCS bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché (CCAG consultable à l'adresse suivante) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

ARTICLE 3 - PRIX

3.1 – Caractéristiques et modes de variation des prix

Le matériel sera réglé à prix global et forfaitaire, sur la base de la proposition faite par le prestataire dans l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes et non actualisables.

3.2 - Contenu des prix

Les coûts inhérents aux conditions de livraison, d'installation du matériel et de formation sur le site de l'UTT, devront être intégrés dans l'offre. Les moyens afférents à l'expédition et au transport du matériel incombent au titulaire qui s'assurera en outre que la disposition des locaux n'entraîne pas de difficultés particulières. La livraison, l'installation et la mise en route du matériel seront effectuées par le titulaire, sous sa responsabilité.

3.3 – Prix de règlement

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux fournitures. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire. Les éventuels frais de douanes rattachés à la livraison des matériels objets du présent marché sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 - Modalités de commande, adresse de livraison

La notification du présent marché vaut date de début d'exécution des prestations de la tranche ferme et marque le départ du délai contractuel d'exécution. La tranche optionnelle sera affermie par notification au titulaire.

La livraison, la manutention, l'installation, la mise en route dans nos locaux ainsi que la formation, auront lieu à l'UTT, 12 rue Marie Curie 10000 TROYES.

4.2 – Délai de livraison

Le Titulaire dispose d'un délai maximum sur lequel il s'est engagé dans son offre pour livrer le matériel à compter de la date de notification du présent marché. Ce délai est formulé clairement à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

Tout retard du titulaire sur les délais sur lesquels il s'est engagé dans son offre sera susceptible de déclencher des pénalités de retard prévues à l'article 9 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières. Toutefois, une prolongation de délai sera accordée au Titulaire pour tout retard imputable à l'Administration.

Il incombe au Titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer l'exécution des prestations dans les meilleures conditions. Conformément à l'article 18 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport du matériel jusqu'au lieu de livraison des fournitures désigné par l'Administration incombent au Titulaire.

4.3 - Conditions de livraison

La livraison s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG FCS.

Avant de procéder à la livraison, le titulaire se met en relation avec la personne à contacter dont les coordonnées seront précisées lors de l'attribution, afin notamment de convenir avec elle d'une date et d'une heure de livraison.

Les équipements sont transportés aux frais et risques du titulaire. Le titulaire même s'il n'exécute pas lui-même l'expédition des équipements, est responsable de la bonne livraison de ceux-ci à l'adresse indiquée au présent CCAP (art 4.1).

Le non-respect de l'adresse de livraison figurant sur le bon de commande entraîne un refus de réception des équipements. Ceux-ci sont alors retournés au titulaire, les coûts de renvoi étant à sa charge.

Les équipements objet du marché sont accompagnés d'un bordereau de livraison mentionnant obligatoirement :

- Le nom du titulaire du contrat et son adresse ;
- La référence et l'objet du contrat ;
- Le destinataire et son adresse ;
- L'identification complète des équipements livrés (désignation, référence) et s'il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Les quantités livrées ;
- La date et l'heure de la livraison

La signature du bordereau de livraison ne vaut pas admission au sens de l'article 30 du CCAG FCS et ne saurait remplacer la procédure prévue par le présent CCAP.

Il appartient au service destinataire de vérifier la conformité des quantités reçues avec celles de l'offre technique et financière contractuelle, de consigner toute détérioration constatée sur le bordereau du transporteur et le cas échéant d'y mentionner le refus de ce dernier d'une vérification contradictoire.

Les livraisons défectueuses ou erronées seront remplacées aux frais du titulaire, transport et emballage compris. Elles seront retournées au titulaire sur sa demande et à ses frais, transports et emballage compris.

Dans un souci de développement durable, le titulaire s'engage à réduire au maximum les emballages, ces derniers devant être suffisants pour transporter et protéger les équipements. Cette démarche conduit le titulaire à supprimer tout emballage surdimensionné ou inutile.

Les opérations de livraison réalisées par le titulaire incluent :

- Le transport jusqu'au lieu d'implantation, (décharge du matériel compris),
- La fourniture de l'ensemble des matériels de manutention,
- La protection des espaces traversés (murs, sols, portes, etc.),
- L'enlèvement des emballages et déchets et leur élimination dans le respect de la réglementation en vigueur,
- Le nettoyage des zones traversées pour ôter toutes traces de passage.

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant du point de vue de la conservation que du point de vue de la manutention, jusqu'à destination finale.

Ils doivent être conformes à tous les règlements et normes.

Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, mal adapté ou insuffisant, sont à la charge du titulaire.

4.3 - Maintenance

Sans objet.

ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATION-ADMISSION

Les opérations de vérification quant à la conformité du matériel et son fonctionnement, sont effectuées sur l'initiative du pouvoir adjudicateur, en présence du titulaire et d'un représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG FCS.

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, elle prononce *l'ajournement*, qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate qu'une partie des fonctionnalités du matériel ne peut être assurée correctement, sans pour autant compromettre son fonctionnement, il peut décider l'admission du matériel avec *réfaction*. Il indique alors par écrit au titulaire le paiement d'une part variable du solde restant à payer, dépendante de l'importance de la fonctionnalité manquante.

Si le pouvoir adjudicateur constate lors de la vérification un dysfonctionnement important du matériel ou le non-respect d'une des exigences techniques, l'Administration se réserve le droit de rejeter le matériel. La décision de *rejet* ne peut intervenir que sur décision motivée du pouvoir adjudicateur. Elle est prononcée après que le titulaire ait été en mesure de présenter ses observations. En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire de l'Administration, d'effectuer une nouvelle livraison du matériel commandé.

L'admission sera prononcée uniquement quand les prestations seront totalement conformes aux stipulations du marché.

A cet effet, l'annexe 1 au présent CCAP sera remplie, datée et signée par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses délégataires. Elle a pour effet de déclencher le service fait et le paiement du solde de la tranche considérée.

ARTICLE 6 - GARANTIE

Les matériels sont garantis pour une durée de deux ans minimum à compter de l'admission du matériel.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses, la main d'oeuvre et les frais de déplacement sur site, les frais de séjour et les frais de port. En cas de retour usine du matériel pour réparation, les frais d'expédition aller et retour sont à la charge du titulaire.

L'entretien et le dépannage seront assurés (à l'exception des jours de fêtes légales) aux horaires d'ouverture suivants : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Le titulaire s'engage à intervenir, sur simple demande par message électronique ou téléphone, dans le délai fixé par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 33 (alinéas 3 et 4) du CCAG / FCS, les décisions et demandes relatives aux mises au point et réparations émanent du Responsable du LASMIS ou de son mandataire habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

Toute facilité sera donnée au personnel du titulaire pour accéder à l'appareil et effectuer les opérations d'entretien périodique et de dépannage.

ARTICLE 7 – CATALOGUE ELECTRONIQUE

Sans objet.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES

8.1 – Avance forfaitaire, retenue de garantie, acomptes

Une avance est accordée au titulaire, sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €/HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; Ce taux est porté à 30% si la commande est destinée à une PME.

Le titulaire peut renoncer à cette avance en l'indiquant dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

8.2 - Facturation

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'Université de façon dématérialisée exclusivement via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S. et celles du Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 :

- « 1° La date d'émission de la facture ;
 - « 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - « 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - « 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
 - « 5° La désignation du payeur ;
 - « 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - « 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - « 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - « 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - « 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - « 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - « 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- « Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- « Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

8.3 – Paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes : l'euro.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service financier dès lors que la facture a bien été présentée après admission des prestations.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

ARTICLE 9 : PENALITES DE RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai de livraison est expiré sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, si le délai maximum de livraison sur lequel le titulaire s'est engagé est dépassé, l'Université se réserve la possibilité de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$P = V \times R / 500$ dans laquelle :

- P = montant des pénalités
- V = valeur des prestations non exécutées
- R = nombre de jours de retard

P = le montant de la pénalité en euros ;

V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R= le nombre de jours calendaires de retard.

Néanmoins, en tout état de cause, le montant de la pénalité ne peut être supérieur à 30% du montant du marché.

De plus, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG « fournitures courantes et services », le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

Le prestataire doit exécuter les réparations qui lui sont demandées même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais d'intervention définis ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le prestataire n'a pas procédé aux réparations prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des réparations.

ARTICLE 10 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les Tribunaux Administratifs sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français ou être traduits en français.

En cas de litige, l'administration et le titulaire peuvent recourir aux Comités Consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le Comité visé ci-dessus, seul le tribunal administratif de Châlons en Champagne sera compétent.

ARTICLE 11 - RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié dans les conditions du chapitre VI du C.C.A.G. F.C.S.

ARTICLE 12 – DEROGATION AU CCAG

L'article 4.3 du présent CCAP déroge à l'article 20 du CCAG FCS (admission)

L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 23 du CCAG FCS (vérification)

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 28 (alinéas 3 et 4) du CCAG FCS (délégation décisions garantie)

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS (pénalités)